

L'occidentalisation des Maasaï du Kenya

Bannissement du « Moranisme » et subdivision des terres, ou la clochardisation croissante des Maasaï

Sous l'ère coloniale naît un mythe dans l'imaginaire occidental qui laisse penser que le peuple maasaï ne connaît pas la notion de propriété individuelle.

Plus tard, en 1985, le « Moranisme » est banni et à partir de 1988 s'engage un processus de privatisation des terres maasaï en parcelles individuelles.

Dans le Kenya d'aujourd'hui, l'image des Maasaï est exploitée à des fins commerciales par le tourisme. D'autre part, le Gouvernement souhaite d'eux qu'ils « rattrapent leur retard » sur le reste de la population kenyane, c'est à dire qu'ils se *civilisent* et gomment leur identité Maasaï pour devenir pleinement kenyan.

Le Loïbon Ole Koyiaki affirme cependant qu'une culture ne peut être détruite d'un seul coup en étant substituée par une autre; car les gens appartenant à la culture détruite sont détruits en même temps que celle-ci.

Le bannissement du « Moranisme »

Les *moranes* et leurs *mandatas* (écoles traditionnelles) sont la pierre angulaire de la culture maasaï. Ainsi, la prohibition du moranisme de 1985 est une tentative délibérée de porter un coup fatal à cette dernière : en effet, sous couvert de faire rattraper à la population maasaï le niveau de civilisation du reste de la population du pays (l'image du Maasaï « traditionnel » étant largement exploitée à cette fin), la volonté est en réalité de privatiser leur pâturages et de les subdiviser.

L'éducation au sein du système scolaire non traditionnel est mise en échec dans certains cas par sa contradiction avec les valeurs traditionnelles dispensées au sein des *manyatas*. De plus, les valeurs chrétiennes véhiculées dans le discours éducatif contribuent à culpabiliser les jeunes Maasaï en singularisant la culture de leurs aînés et en la reléguant dans un passé révolu, contraire au développement du pays.

Enfin, le Gouvernement utilise la pratique occasionnelle de razzias de bétail (qui est une pratique initiatique et non un système d'approvisionnement) pour criminaliser et ainsi décrédibiliser les Maasaï. Les *moranes* sont également accusés de braconnage dans les réserves d'animaux sauvages.

Ainsi, depuis les années 1970, la moindre tête de bétail dérobée par les *moranes* fit l'objet d'une répression violente par des unités de l'armée spécialement entraînée (*General Service Unit*).

Suite au bannissement du *moranisme* en 1985, des meetings ont été organisés localement par des leaders politiques et des chefs administratifs afin d'une part d'éviter qu'il y ait de la résistance, en légitimant la décision avec une propagande axée sur le développement et l'intégration des Maasaï, et d'autre part en fixant les dates de clôtures des *manyatas*. Face à cela, les Anciens s'y opposent car ne veulent pas que les rituels de passage ne soient bâclés, et les fermetures prendront donc plus de temps que celui prévu par les administrateurs.

Certains *moranes* sont également tondus de force par des policiers, doivent rejoindre leur village et sont sommés, pour sortir de l'état de « désœuvrement » et de la « voie du crime », de « chercher du travail pour contribuer à la construction de la nation » (*dixit* chef Stephen Ole Nlkary).

Certains Maasaï eux même ont soutenus la fin du *moranisme*, le tenant pour responsable du retard pris dans le développement : en effet, les écoliers Maasaï abandonnant l'école à la fin du primaire afin de rejoindre les *manyatas*.

D'autres, par la décision de subdivision des terres qui ont interdit le mouvement du bétail et les activités collectives *moranes* relatives au bétail l'ont rendues impossibles.

Comme perspective pour les *moranes* après l'abandon des *manyatas*, ont été des prêts gouvernementaux afin d'établir des *self-help projects*, ou l'intégration dans des villages polytechniques.

Pourtant, les Maasaï ont estimé que leur culture fondée sur les classes d'âges est encore trop ancrée et que le changement des modes de vie et pratiques est trop brutal; il aurait fallu un processus de transformation progressif d'une culture vers l'autre. D'autre part, les affaires de la communauté sont entièrement gérées par des leaders politiques, sans que leur parole ne soit prise en compte, ce qui complique encore le processus.

En 1987, le *moranisme* bien qu'affaibli mais toujours vivant, le Gouvernement a obligé les leaders à faire tondre l'ensemble des *moranes*.

Les Maasaï de la section Kisonko ont été le dernier peuple Maasaï du pays à pratiquer la culture du *moranisme*. Ils ont été vivement critiqués par les leaders dont Philip Odupoy.

Des tentatives ont visé à détruire les liens avec la population Kisonko de Tanzanie, juste de l'autre côté de la frontière.

Au 19^{ème} siècle, les Maasaï étaient encore la nation la plus puissante et la plus crainte de toute l'Afrique de l'Est., faisant obstacle au projet européen d'ouverture d'une route commerciale dans la Rift Valley car contrôlant la zone.

C'est le chemin de fer de 1900, allant de l'Océan Indien jusqu'au lac Victoria en traversant leur territoire qui sonna le glas de leur puissance. Peu à peu, les meilleures terres furent spoliées par les *White settlers*, et les Maasaï se virent relégués dans les natives *reserves*. Malgré l'indépendance de 1963, le processus a continué sa progression jusqu'à aujourd'hui, les meilleures terres étant une à une accaparées par les *progressive people*.

La subdivision des terres

Après l'unanimité au sujet de l'abolition du moranisme, il est une nouvelle unanimité cette fois concernant les « *Group-Ranches* » Maasaï qui doivent être transformés en ranchs privés individuels.

Justus Tipis est le porte drapeau de cette individualisation des *group ranch*. Il affirme en effet que les ranchs occupent un espace trop vaste, cela empêchant le développement du district, et qu'il faut donc créer des parcelles individuelles familiales.

Le processus de subdivision a été encouragé par les organisations de conservation de la *wildlife* telles que le « *World Wild Fund* », « *l'Explorers Club* », la « *Nature Conservancy* », l'« *Audubon Society* », ou encore l'« *East African Wildlife Society* », alors même que c'était précisément la spoliation de leurs terres pour en faire des sanctuaires de la vie sauvage qui avait contribué à ruiner l'économie pastorale, et d'autre part à détériorer les sols, atteignant ainsi la « *wildlife* » elle-même. Les Maasaï ont été même accusés par ces organisations de transformer les terrains en déserts.

Extraits des pages 209-231 du livre : PERON, Xavier, 1995, *L'occidentalisation des Maasaï du Kenya-Privatisation foncière et destruction sociale chez les Maasaï du Kenya-Tome 1 et Tome 2*, Ed l'Harmattan, 335p.